

COMBAT POUR LA VÉRITÉ ET LA JUSTICE

Mobilisation en faveur du professeur Youri BANDAJEVSKY.

Tout ensemble, à Genève, le 25 mai 2002.

" Au secours, nos enfants se meurent "

Tel était le titre du dernier chapitre de "Tchernobyl : vérités interdites". L'auteur, Alla Yarochinskaya y publiait quelques-unes des nombreuses lettres de désespoir venant des territoires contaminés.

" Je n'ai pas encore trente-deux ans, et je suis hospitalisée plusieurs fois par an. Mes quatre petits enfants, dont l'aînée a douze ans, sont eux aussi constamment malades (faiblesse, douleurs dans les articulations, chute du taux d'hémoglobine, hypertrophie de la thyroïde et des ganglions lymphatiques, maux de tête, maux de ventre, rhinopharyngites perpétuelles). C'est pareil dans toutes les familles.

Nous voulons vivre. Nous voulons que nos enfants vivent et grandissent en bonne santé, qu'ils aient un avenir. Et à cause de l'indifférence, de la sécheresse de cœur, de la cruauté de ceux dont dépend notre destin et le destin de nos enfants, nous sommes condamnés à ce qu'il y a de plus terrible, et cela nous le comprenons bien.(...)

On promet aux gens de Naroditchi d'évacuer au moins quelques villages, mais dans notre district, on n'en parle pas. Et nous sommes contraints depuis combien d'années de manger, de boire de la radioactivité, de la respirer et d'attendre notre heure dernière. (...)

Nous vous prions, nous vous supplions de nous assister dans notre malheur, de sauver nos enfants ! "

C'était en Ukraine, en 1990/91, peu avant l'éclosion de l'Union soviétique mais cette lettre pourrait aussi bien venir du Bélarus et être datée de 2002. Ce sont en effet, les mêmes constats et les mêmes appels à l'aide que nous a transmis le professeur Nesterenko lorsqu'il est venu en France, au mois de mars dernier : l'état de santé des habitants du Bélarus, pays le plus touché par Tchernobyl, se détériore. En 1985, juste avant la catastrophe, 85% des enfants étaient en bonne santé. En 2000, il y en avait moins de 20%.

Le personnel médical et les enseignants témoignent de la fatigue chronique des enfants, des enfants qui ne jouent plus comme avant, qui sont plus sensibles aux maladies infectieuses, des maladies qui deviennent



facilement chroniques, comme si le système immunitaire était atteint. Les maladies auto-immunes sont également en augmentation et beaucoup d'enfants paraissent prématurément vieillies, atteints de pathologies (cataractes, problèmes cardiaques...) qui devraient être rarissimes à leur âge. L'incidence des malformations congénitales (en particulier cardiaques) augmente également, une augmentation corrélée au niveau de contamination de l'environnement.

Les chercheurs s'inquiètent aussi des mutations observées sur certains gènes chez les enfants dont les parents vivent en zones contaminées. L'inquiétude est d'autant plus grande que les études réalisées sur les animaux montrent l'atteinte du patrimoine génétique.

Sur la base de leurs observations, nombre de scientifiques et de médecins de terrain demandent que tout soit entrepris, d'urgence, pour limiter l'incorporation de radionucléides et préserver l'avenir.

A cause du stress !

Pour les organismes internationaux en charge des conséquences de Tchernobyl, les perspectives sont au contraire ... positives ! C'est ce qu'affirment le comité spécialisé des Nations Unies (UNSCEAR) et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA). Pour cette agence qui est chargée de développer le nucléaire et qui chapeaute la plupart des études, l'essentiel est de maintenir le bilan sanitaire au niveau le plus bas possible : avec seulement 31 personnes décédées à cause de leur exposition à la radioactivité, Tchernobyl n'a rien d'une catastrophe. Selon les propres déclarations du directeur de l'AIEA (Hans Blix, 1986), un accident de ce type serait acceptable tous les ans.

Ils s'efforcent d'expliquer à l'opinion que la contamination n'est pas responsable de la détérioration de l'état de santé des enfants. Les problèmes sont avant tout d'ordre psychologique : c'est la radiophobie (la peur de la radioactivité), le stress qui rendent les gens malades, et non leur exposition aux rayonnements ionisants. Dès lors que les pathologies ne sont pas liées à la contamination, il est inutile d'évacuer les habitants des zones contaminées, inutile d'édicter des normes sévères sur la contamination des aliments. Bien au contraire, mieux vaut éviter de mettre des contraintes qui pourraient raviver les inquiétudes. Le mieux est d'apprendre aux populations concernées à vivre sans angoisse inutile, en oubliant la radioactivité. Cette approche n'a d'ailleurs que des avantages au niveau économique : repeupler les zones contaminées coûte évidemment moins cher que de les évacuer !

C'est impossible !

Soucieux de minimiser le bilan de Tchernobyl, les organismes officiels ne reconnaissent les effets sanitaires de la contamination que lorsqu'il n'est plus possible de les contester. Dès 1990, les médecins biélorusses faisaient ainsi état, chiffres à l'appui, d'une augmentation de l'incidence des cancers de la thyroïde qu'ils attribuaient à l'iode radioactif rejeté par Tchernobyl. Pendant plusieurs années, alors même que le bilan s'alourdissait, les experts officiels sont restés catégoriques : **c'est impossible** ! D'abord leurs modèles, un excès de cancers de la thyroïde ne pouvait apparaître que 10 ans au moins après l'exposition. De plus, l'augmentation des tumeurs solides devait être précédée de celle des leucémies. Quatre, cinq, six ans après l'exposition et sans excès de leucémies, cela ne pouvait signifier qu'une chose : les chercheurs biélorusses se trompaient. Pas question, en effet de remettre en cause les modèles et de considérer que l'exposition induite par Tchernobyl a des caractéristiques très spécifiques. Ce sont les faits qui doivent se plier aux modélisations et non l'inverse ! Les experts ont donc expliqué, des mois et des années durant, que l'augmentation était factice et provenait des efforts de dépistage : on cherche plus, donc on trouve plus de cancers. Certains ne se sont pas privés d'insinuer que les biélorusses inventaient les pathologies pour obtenir l'argent des pays occidentaux !

Il a fallu que l'augmentation des cancers de la thyroïde se transforme en véritable épidémie pour que l'establishment accepte enfin de reconnaître les faits !

Et encore aujourd'hui, alors que les preuves sont là, les bilans officiels refusent toujours de reconnaître un excès de ces cancers parmi les personnes qui avaient plus de 18 ans au moment de Tchernobyl. Officiellement, seules les personnes qui avaient moins de 18 ans en 1986 seraient concernées. C'est faux – ainsi que le prouvent les données du Pr Demidchik – mais il faudra encore plusieurs années avant que les organismes officiels acceptent d'alourdir le bilan de Tchernobyl : lorsqu'ils n'auront plus le choix ... sauf à se discréditer. Et les cancers de la thyroïde ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. Ce combat pied à pied du lobby nucléaire pour contester tout effet sanitaire est conduit sur chaque front, pour chaque type de cancer, pour chaque pathologie.

Les moyens de la désinformation

Comment est-il possible d'escamoter quelque chose d'aussi important que le bilan sanitaire d'une catastrophe unique dans l'histoire ?

La réponse est assez simple : les institutions qui gèrent le dossier Tchernobyl, qui établissent les normes et financent les recherches sont statutairement chargées de promouvoir le nucléaire (c'est le cas de l'AIEA au niveau international, d'EURATOM au niveau européen). Les organismes qui ont une mission avant tout sanitaire (cas de l'OMS) sont liées par contrat aux structures pro-nucléaires ! **Cela signifie que l'argent, la légitimité et le pouvoir sont aux mains de ceux qui ont pour mission de développer le nucléaire. Dès lors, toute la recherche s'inscrit dans un conflit d'intérêt majeur.**

Pour l'AIEA, par exemple, démontrer que Tchernobyl est une catastrophe sanitaire reviendrait à s'auto-détruire : les statuts de cette agence de l'ONU pose en effet en principe fondateur que l'énergie nucléaire apporte la paix et la prospérité aux peuples. Si Tchernobyl s'avère une catastrophe sanitaire qui s'aggrave, année après année, et qui affecte non seulement les personnes exposées mais aussi leur descendance, ce postulat n'est plus tenable. Dans le dossier Tchernobyl, l'AIEA joue donc sa survie.

Le fait que le financement des recherches dépende de structures qui ont pour mission de développer le nucléaire et qui en vivent, génère, évidemment, de graves dysfonctionnements : pour avoir des crédits, il faut faire les " bonnes " études et trouver les " bons " résultats, ceux qui ne risquent pas de déplaire. Les chercheurs indépendants nous expliquent qu'au Bélarus, on peut sans problème étudier la contamination de l'environnement ou l'état de santé des personnes mais qu'il est fortement déconseillé d'étudier la corrélation

entre les deux. Les chercheurs trop curieux perdent leurs crédits, quand ce n'est pas leur laboratoire.

Les informations qui dérangent sont enlevées des bilans. Les interventions publiques qui remettent en cause le consensus sur la quasi absence de risque ne sont pas publiées. En novembre 1995, par exemple, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) organisait, à Genève, une conférence internationale sur " *les conséquences de Tchernobyl et d'autres accidents radiologiques sur la santé* ". C'était la première fois que l'OMS osait prendre quelques libertés par rapport à l'AIEA. Environ 700 médecins et experts étaient présents et plusieurs intervenants présentèrent des constats qui ne figurent jamais dans les publications officielles : augmentation du diabète sucré, des cataractes, des pathologies endocriniennes, des malformations congénitales, des leucémies, des cancers de la vessie, du colon, des reins, etc... Ces précieuses informations devaient être publiées dans les actes du colloque. **On les attend encore.** Aux demandes répétées, l'OMS a fini par "expliquer" qu'il n'y avait pas d'argent. Pour les 10 ans de Tchernobyl, ce n'est donc pas l'information collectée par l'OMS qui a été diffusée... mais celle élaborée par l'AIEA quelques mois plus tard, en avril 1996, lors de la conférence de Vienne. Là, les intervenants ont été triés sur le volet et les "débats" soigneusement préparés. Plus trace des constats présentés à Genève et **ces publications politiquement correctes n'ont eu aucun mal à trouver des financements !**

Un autre moyen, largement utilisé, pour escamoter l'impact sanitaire de Tchernobyl est **d'exiger, avant de prendre en compte un effet éventuel, que les chercheurs prouvent de façon quasiment certaine qu'il est bien imputable à Tchernobyl.** Une telle certitude est extrêmement difficile à obtenir. Les experts prennent bien garde de ne jamais inverser la question car cela bouleverserait complètement les conclusions : on ne demande jamais aux scientifiques de prouver, avec le même niveau de confiance, que l'augmentation de telle ou telle pathologie ne peut en aucun cas venir de Tchernobyl, que la dégradation de l'état de santé des enfants ne provient pas de leur exposition à la radioactivité. Ils seraient pourtant dans l'incapacité totale de le faire. On peut ainsi biaiser l'ensemble de la recherche, en orientant systématiquement les questions, en mettant toujours la charge de la preuve du côté des victimes.

Une autre méthode qui permet au lobby nucléaire d'occulter le véritable impact sanitaire de Tchernobyl consiste à mettre en place des structures écrans qui occupent le champ de la radioprotection et drainent l'argent public. **Le financement disponible échappe ainsi aux chercheurs indépendants et ce sont des équipes dévouées aux intérêts du nucléaire qui réalisent les études,** seules ou avec des structures extérieures qui leur ser-

vent de caution. C'est par exemple ce qui s'est passé avec le projet ETHOS, financé en 1996-1998 par la communauté européenne. L'un des bénéficiaires est le CEPN – centre d'études sur l'évaluation et la protection en milieu nucléaire – qui se présente comme une association à but non lucratif, mais qui ne compte que 3 membres : **EDF, le CEA-IRSN et la Cogéma !** Ainsi, **non seulement les industriels du nucléaire s'arrogent le droit d'intervenir en matière de radioprotection, ce qui n'est pas de leur ressort, mais ils le font en s'appropriant l'argent public !**

Pour Vassili Nesterenko, directeur de l'institut indépendant Belrad, le projet ETHOS a eu pour conséquence de le priver de plusieurs centres de contrôle qui lui permettait de suivre le niveau de contamination des aliments et d'en informer les villageois.

Mais le contrôle de l'information peut également se faire de façon plus violente : en utilisant la calomnie et la prison.

Professeur Youri Bandajevsky

• Un avenir prometteur

Né en 1957, Youri Bandajevsky a d'abord entrepris une carrière brillante. Diplômé, dès 1980, de l'institut de médecine d'Etat de Grodno, il se spécialise dans l'anatomo-pathologie et devient chercheur au laboratoire central de recherche scientifique. Il obtient son doctorat en 1988. Il est alors le plus jeune docteur ès sciences et médecin dans l'histoire de l'Union soviétique. Il devient professeur en 1989 et, dès 1990, alors qu'il n'a que 33 ans, il prend la direction du nouvel institut de médecine de Gomel. C'est un choix lourd de conséquence car Gomel est situé en pleine zone contaminée. Il décide cependant de s'y installer avec toute sa famille, sa femme Galina Bandajevskaya, elle-même médecin pédiatre, et ses enfants.

L'institut doit assurer la formation des médecins et conduire des recherches sur l'état de santé des populations. Une mission parfaitement réussie : sous la direction du Pr Bandajevsky, l'Institut devient un centre réputé, spécialisé dans les recherches sur les effets sanitaires de l'incorporation de radionucléides, en particulier le césium 137. Les publications se multiplient et à la tête du département de pathologie, il va diriger une trentaine de thèses sur les problèmes liés à l'incorporation de radionucléides. Un travail qui est récompensé par plusieurs prix qui témoignent de la notoriété grandissante de l'institut.

• Des travaux qui dérangent

En auscultant les enfants de la région de Gomel, Galina Bandajevskaya s'étonne de la fréquence des arythmies, des pathologies sévères qui nécessitent des traitements de stabilisation. Des cas considérés auparavant

comme exceptionnels deviennent de plus en plus fréquents. Son mari lui conseille d'approfondir ses recherches et d'examiner les plus jeunes d'enfants. Les premières observations sont confirmées et les chercheurs font une découverte de taille en rapprochant le résultat de ces examens cliniques des mesures effectuées par l'institut Belrad sur le taux de contamination des enfants : **les enfants qui présentent les anomalies les plus graves sont aussi ceux qui sont les plus contaminés !** : " Nous avons pu montrer - explique Galina Bandajevskaya - qu'entre 0 et 5 Becquerels par kilo de poids (plus ou moins, en tenant compte des marges d'erreur de l'instrument) un peu plus de 80% des enfants ne présentent aucune altération de l'électrocardiogramme. Nous pouvons garantir à 85% une évolution plus ou moins normale, une croissance normale. Mais si le césium s'accumule, le pourcentage d'enfants sains diminue proportionnellement suivant ces paramètres... Et si l'on mesure plus de 70 Becquerels par kilo de poids de cet élément radioactif, on peut prévoir seulement 10% de cœurs plus ou moins normaux. "

Les nombreux examens réalisés font apparaître une dépendance linéaire entre, d'une part, la quantité de césium incorporée et la durée de l'exposition et, d'autre part, la fréquence et la gravité des altérations.

Les recherches s'intensifient. Le professeur Bandajevsky étudie l'état des différents organes de personnes décédées qui vivaient dans les régions contaminées. Les observations sont confirmées par des expériences conduites sur des animaux nourris avec des aliments contaminés. Malgré l'insuffisance des moyens, les preuves de l'effet délétère du césium 137 se multiplient. Les lésions sont particulièrement présentes dans le cœur et les reins où le césium s'accumule mais les effets concernent l'ensemble des métabolismes : systèmes immunitaire, cardio-vasculaire, endocrinien et reproducteur.

Une conclusion s'impose : si le césium est aussi destructeur que le montrent les études, il n'est pas question de favoriser le retour des évacués ou l'accueil des réfugiés dans les zones contaminées. Il faut protéger les personnes en fixant des normes très sévères sur les aliments afin de limiter au maximum les incorporations de radioactivité. Il faut éviter l'utilisation des terres les plus contaminées, enseigner des méthodes de préparation des aliments permettant d'éliminer une partie du césium (faire macérer la viande dans de l'eau salée additionnée de vinaigre, changer l'eau plusieurs fois, éplucher puis faire bouillir les pommes de terre, etc...), etc.

Le problème, c'est que ces conclusions vont à contre-courant des bilans publiés par les experts internationaux et contrecarrent la politique de repeuplement des zones contaminées lancée par l'Etat biélorusse.

Dans ces conditions, faut-il prendre le risque de publier les résultats, de s'engager dans un bras de fer par trop déséquilibré ?

• Un choix difficile

Au cours d'un entretien filmé par le réalisateur Wladimir Tchertkoff, Galina Bandajevskaya évoque ce moment très difficile où il a fallu décider de publier ou non les résultats de leur travaux. Pour Youri Bandajevsky, tout entier à ses recherches, la question ne se pose pas : les enfants se meurent, il faut faire savoir qu'il y a un lien de causalité entre la contamination et les altérations du système cardio-vasculaire. Plus clairvoyante, Galina prévoit les difficultés qui vont s'abattre sur sa famille. Elle voit déjà son mari menotté et elle a peur, pas pour elle, mais pour sa famille. Elle raconte, les larmes aux yeux, comment la discussion s'est prolongée tout un jour et toute une nuit, une discussion orageuse, presque une dispute :

" Je lui ai dit "il faut laisser tomber tout ça". Et lui m'a répondu "**alors tu n'es pas un médecin. Et si tu considères que tu n'es pas un médecin, tu peux mettre ton diplôme sur la table, et sortir pour balayer la cour**". Et vous savez, cela m'a fait très mal d'entendre cela, car j'ai tellement rêvé de devenir médecin ! Il m'a fallu trois ans avant de m'inscrire à l'institut de médecine. C'était difficile. Et quand il a dit ça, j'ai pensé "non". "**Alors il faut faire quelque chose**". Et ce travail est devenu **ma thèse de doctorat.** "

Après la décision de publier sa découverte sur les effets du césium radioactif, le professeur Bandajevsky va commettre **une deuxième faute impardonnable**. Membre d'une commission spéciale chargée de vérifier l'efficacité de l'utilisation des fonds pour Tchernobyl, il entreprend de contrôler l'utilisation des 17 milliards de roubles confiés en 1998 à l'Institut de recherche scientifique et clinique des radiations. La conclusion est sans appel : sur les 17 milliards, seulement 1,1 milliards ont été utilisés pour des études utiles, le reste a été gaspillé. Le problème, c'est que l'Institut mis en cause dépend du ministère de la Santé.

Tout à l'urgence de ses recherches et des besoins des enfants malades, le professeur Bandajevsky ne fait pas de concession : tout gaspillage, tout détournement lui paraît criminel et il se soucie peu des retours de bâton.

Insensible aux menaces, aux lettres anonymes, aux calomnies, le Pr Bandajevsky multiplie les interventions sur les media, au Parlement... Il fait état de ses travaux et appelle à l'aide : "**si on n'entreprend pas des mesures permettant d'éviter la pénétration des radionucléides dans l'organisme des adultes et des enfants, l'extinction menace la population d'ici quelques générations**".

On ne dit pas impunément la vérité. Ce que Galina craignait arrive : son mari est arrêté et ceux qui l'ont encouragé et félicité pour ses travaux se dérobent. Tout le monde a peur et personne ne veut risquer de se compromettre. La solitude s'installe, terrible. Seul le professeur Vassili Nesterenko, qui avait pourtant beaucoup à perdre, répond présent.

Le prix à payer

• Un dangereux terroriste ?

Tard dans la soirée du 13 juillet 1999, une quinzaine de policiers fait irruption au domicile de Youri Bandajevsky. La maison est perquisitionnée, tout comme son laboratoire et le domicile de sa mère. Son ordinateur, ses livres et ses archives sont emportés. Les responsables évoquent une "**dangereuse activité criminelle**" sans plus d'explication. Le professeur Bandajevsky est aussitôt placé en détention provisoire : elle va durer près de 6 mois ! Pourquoi un tel déploiement de force, une telle brutalité ? Les policiers invoquent le décret présidentiel " sur les mesures d'urgence pour combattre le terrorisme et autres crimes violents spécialement dangereux ".



Jeté en prison comme un dangereux criminel, le professeur Bandajevsky n'obtient aucune explication. Il lui faudra attendre plus de 3 semaines pour être officiellement inculpé et prendre connaissance des accusations formulées à son encontre par le parquet de la république du Bélarus. C'est une violation des droits fondamentaux accordés à toute personne mise en cause : "**quiconque est arrêté doit être informé au moment de son arrestation des raisons de son arrestation et doit être rapidement informé des charges qui pèsent sur lui**". C'est ce que stipule la Convention Internationale sur les droits civils et politiques, une convention que la république du Bélarus a signé et qu'elle est donc tenue d'appliquer.

Autre violation des conventions internationales sur les droits de l'Homme : le droit des détenus à avoir immédiatement un avocat. Youri Bandajevsky est isolé délibérément. Pour son avocat, le rencontrer et le retrouver après chaque transfert d'une prison à l'autre s'avère un véritable parcours d'obstacle .

Lorsque le professeur Bandajevsky apprend enfin le motif de son arrestation, c'est **la surprise** : en fait d'acte de **terrorisme**, il est accusé d'avoir reçu des **pots de vin** de parents qui voulaient faire admettre leurs enfants dans son institut de médecine.

Deuxième surprise : la "**preuve**" de la culpabilité du Pr Bandajevsky reposait sur les déclarations du vice-recteur de son institut, **Wladimir Ravkov**. Or, lorsque l'inculpation est prononcée, l'accusateur s'est déjà rétracté par écrit, dans une lettre au procureur. Il écri-

ra également, quelques mois plus tard, au président de la République, Alexandre Loukachenko. En effet, arrêté brutalement le 21 juillet, emprisonné et interrogé du 13 au 12 juillet des heures durant, drogué, menacé par ceux qui l'ont interrogé de s'en prendre à sa famille, à sa femme et à sa fille, Wladimir Ravkov n'a pu céder aux pressions. Il explique tout et revient sur les aveux qui lui ont été arrachés.

La rétraction du principal accusateur ne change rien pour le parquet. Ni d'ailleurs le fait que les perquisitions soient restées infructueuses et le train de vie de la famille Bandajevsky modeste, le professeur se dévouant tout entier à son travail, de 7 heures du matin jusqu'à la nuit. Qu'importe aussi que les contrôles de la commission ministérielle n'aient trouvé aucune infraction ou falsification dans les notes des examens d'admission de 1998.

Derrière les barreaux se trouve l'une des rares personnalités qui pendant 10 ans a étudié et noté sans relâche, minutieusement, au cœur du sinistre, les phénomènes pathologiques liés à Tchernobyl. Celui qui sans conteste, possède le plus de données médicales nécessaires pour faire connaître à la communauté internationale les dimensions réelles de la tragédie nationale.
Biéloruskaïa Délovaïa Gazeta

• Humiliations et pressions

Les conditions de la détention préventive sont particulièrement éprouvantes. Tout est fait pour faire craquer le prisonnier, le faire passer aux aveux. Humilié, menotté, portant des chaînes aux pieds pendant les transferts, le professeur Bandajevsky doit souvent dormir par terre, dans le froid sans couverture. Son état de santé, déjà précaire, (il souffre de problèmes cardiaques et d'ulcères) se dégrade rapidement. Tout est fait pour l'isoler, de son avocat, de sa famille : sa femme Galina ne sera pas autorisée à le voir avant 50 jours.

"J'ai subi probablement la pression la plus dure. Je suis resté 25 jours dans la prison de détention provisoire et j'ai fini dans un état d'épuisement total. Ce sont, à coup sûr, des mesures appliquées aux criminels particulièrement dangereux : à des terroristes et à des bandits. Habituellement au bout de quelques jours on est transféré dans la prison d'instruction criminelle où il y a un minimum de conditions supportables."

Pour l'avocat, joindre son client devient particulièrement difficile. A son insu, Yuri est en effet transféré en urgence de Gomel à Moguilev, à près de 150 km, à l'hôpital régional. Totalement épuisé, ne parvenant pas à parler, il est cependant menotté au lit... certai-

nement au vu de son niveau de dangerosité ! Lorsque l'avocat parvient enfin à le localiser, il est impossible de le voir car il a été placé en cellule d'isolement.

Les conditions de détention aggravent rapidement son état de santé. Vers le 20 août, retrouvé évanoui dans sa cellule, il est transféré à l'hôpital de la prison de haute sécurité de Minsk. L'hospitalisation est terrible : entouré de criminels, craignant pour sa sécurité, il préfère renoncer aux soins et demande à retourner en cellule d'isolement.

En dépit de tous ces efforts, le professeur Bandajevsky n'a jamais avoué être coupable de quoi que ce soit, déclarant à sa femme, lors d'une visite à la prison : *"Si vous entendez dire que j'ai commencé à admettre quoi que ce soit de l'accusation qui m'a été notifiée, cela voudra dire que je ne suis plus en vie."*

Le 27 décembre 1999, Yuri Bandajevsky est libéré, sous condition de ne pas quitter le pays, dans l'attente de son procès. Lorsqu'il quitte la prison de Minsk : son état de santé s'est aggravé, il a perdu 20 kg et ses amis le trouvent vieilli de 10 ans. Dès qu'il peut sortir de son état de choc et qu'il recouvre quelques forces ... il se remet au travail.

Le procès, la condamnation

Plusieurs ONG locales, l'OCDE et Amnesty international ont envoyé des observateurs au procès qui va se prolonger sur plusieurs mois. Elles ont relevé de nombreuses violations du droit et s'accordent sur le fait que le professeur Bandajevsky n'a pas eu un procès équitable. Yuri Bandajevsky est condamné alors qu'aucune preuve n'a permis de corroborer les accusations et que le principal accusateur s'est publiquement rétracté et excusé : en plein procès, s'adressant au professeur, il a déclaré *"je suis désolé, j'ai été obligé de vous calomnier"*.

La sentence tombe le 18 juin 2001 : 8 années de prison à régime sévère, confiscation de tous les biens et interdiction de tout poste à responsabilité pendant une durée de 5 ans à l'issue de la sortie de prison.



Libérez le Professeur Bandajevsky

De toute évidence, l'issue du procès, était décidé avant même qu'il ne commence : Bandajevsky devait être coupable, ses travaux devaient s'arrêter.

Amnesty international indique qu'il n'a pas eu un procès équitable, conforme aux normes internationales, et qu'il est en prison pour avoir exprimé ses convictions. **Elle le considère comme prisonnier d'opinion et demande sa libération.**

A toutes les difficultés, s'ajoute le fait que le professeur Bandajevsky n'a pas été jugé par un tribunal de droit commun mais par une chambre militaire. Il se trouve ainsi privé des possibilités d'appel normalement accordées à tout accusé.

Fin des recherches à l'Institut médical de Gomel

Mais il ne suffisait pas d'incarcérer le professeur Bandajevsky, encore fallait-il s'assurer que ses recherches n'allaient pas se poursuivre à l'Institut de Gomel.

Un nouveau recteur a été nommé et sa première préoccupation fut de modifier l'orientation scientifique de l'Institut de médecine : les travaux qui ont fait la réputation de l'Institut n'étaient finalement pas satisfaisants, il faut "une approche plus globale", une thématique moins ciblée sur le césium et ses effets sur la santé. **S'il n'y avait qu'un problème de pot de vin, pourquoi réorienter les travaux ?**

Sa femme, Galina Bandajevskaya qui était titulaire de la chaire de pédiatrie à l'Institut de Gomel, a également perdu son poste. Privée d'ordinateur et de papier pour les électrocardiogrammes, elle continuait à travailler comme médecin à l'Institut. Désormais, elle n'a plus le droit d'utiliser l'électrocardiogramme qui lui permettait de travailler sur la corrélation entre le niveau de contamination des enfants et l'état de leur système cardiaque.

Toutes les recherches sont bloquées en plein développement et un climat de peur s'installe à l'Institut. Personne ne veut partager le sort de l'ancien recteur. Le professeur Bandajevsky est lucide :

"Mon arrestation soudaine et mon emprisonnement ont servi de motif pour mettre fin aux travaux scientifiques en question à l'Institut de médecine de Gomel. Cette école scientifique créée dans des conditions extrêmement difficiles a été anéantie."

Document CRIIRAD
 Commission de Recherche et d'Information
 Indépendantes sur la Radioactivité.
 471 av. Victor Hugo 26000 Valence
 Rédaction : Corinne Castanier

Mobilisation en faveur des scientifiques indépendants

Solidarité avec les professeurs Bandajevsky et Nesterenko.

TOUS A GENEVE LE 25 MAI 2002.

« Le monde est menacé d'avantage par ceux qui tolèrent le mal que par ceux qui s'emploient activement à le faire ». A. Einstein.

Comment lutter contre l'injustice et le mensonge ? En aidant ceux qui résistent !

Il est essentiel de soutenir ceux qui se battent pour déterminer le véritable impact de Tchernobyl, et qui ont souvent beaucoup sacrifié pour continuer leurs recherches malgré les pressions, les menaces, au péril de leur vie ou de leur liberté. Nous ne devons pas laisser les autorités biélorusses, le lobby nucléaire, international ou français, étouffer ces voix et faire disparaître les éléments de preuve. Chacun de nous peut agir.

Aider Youri Bandajevsky

1. En interpellant la commission des Droits de l'Homme de l'ONU

Interviewé avant le procès, le professeur Bandajevsky s'en remettait encore à la justice : « Je ne veux me venger de personne. Dieu voit tout. Chacun recevra son dû, j'en suis sûr. Chacun répondra devant sa conscience. Ceux qui ont participé à ma mise à l'écart ont obtenu, bien sûr, certains résultats. Je ne suis plus recteur. Mais qu'ils ne se réjouissent pas. Personne ne verra un Bandajevsky infirme, psychologiquement brisé. Je crois en la Justice. ».

De toute évidence, il n'y a pas de justice au Bélarus. Reste à savoir s'il y a une justice au niveau international ?

L'avocat de Youri, maître Pogonaillo, a constitué un dossier qui vient d'être remis à la commission des droits de l'Homme de l'ONU dont le siège est à Genève. On nous a averti que la procédure pouvait être très longue : si personne n'intervient, elle peut se poursuivre sur plusieurs années. Nous devons intervenir, nombreux, afin que le dossier soit traité en urgence et qu'il puisse être examiné au cours de la session qui aura lieu cet été.

En signant la carte destinée aux responsables de la commission des droits de l'homme vous nous aiderez à convaincre ceux qui travaillent dans cet organisme de notre détermination, de l'attente et de la vigilance de l'opinion publique internationale. **Plus nous serons nombreux, plus le dossier a des chances d'être traité rapidement et d'aboutir.** La commission des droits de l'Homme siège dès cet été. Il est indispensable que le dossier de Bandajevsky ait été étudié d'ici là. Plus les jours passent, plus la santé de Youri Bandajevsky se détériore et plus il lui sera difficile de retravailler.

Sur le même document, vous trouverez deux autres cartes, l'une est destinée au **gouvernement français**, l'autre à l'**Organisation Mondiale de la Santé (OMS)**. Ces 3 cartes doivent être renvoyées à la **CRIIRAD** : nous nous chargerons de les adresser, au moment le plus opportun, aux responsables concernés. La carte destinée à la directrice générale de l'OMS et aux ministres de la Santé qui se réunissent en son sein demande à la fois :

1. une intervention en faveur du Pr Bandajevsky, médecin qui s'est dévoué aux habitants des zones contaminées ;
2. la dénonciation de l'accord qui lie l'OMS à l'AIEA.

Sur la deuxième feuille, vous trouverez un coupon à retourner à la CRIIRAD (avec les cartes), un coupon à conserver en rappel de votre participation et une carte que vous pouvez adresser au Professeur Bandajevsky. Il est essentiel pour lui de savoir que nous continuons à penser à lui, à le soutenir et que nous ferons tout notre possible pour le faire libérer.

Vous pouvez aussi signer la pétition lancée par Amnesty international que vous trouverez sur son site internet (www.amnesty.asso.fr) et sur celui de la CRIIRAD.

2. En constituant un fonds de solidarité

Tout a été fait pour réduire Bandajevsky au silence et mettre fin à ses travaux sur les effets destructeurs du césium 137. Pour y faire échec, nous pouvons agir : Galina Bandajevskaia travaille aujourd'hui à Gomel, mais privée de sa chaire et de son matériel de travail, harcelée, isolée, elle n'a plus les moyens de poursuivre ses travaux. **Si nous pouvons réunir la somme de 12 000 euros, nous lui permettrons de quitter Gomel et de s'installer à Minsk pour travailler à l'institut Belrad.**

- ♦ Ce serait pour Galina et sa fille un immense soulagement que d'échapper au harcèlement qu'elle endure à Gomel ;
- ♦ Ce serait pour Youri Bandajevsky qui, du fond de sa cellule, se retrouve impuissant pour aider sa famille, un véritable geste d'entraide, pas seulement des mots mais une action concrète ;
- ♦ Ce serait pour l'institut Belrad, une aide précieuse car il est indispensable qu'il renforce ses compétences médicales. C'est le début du rêve de Youri Bandajevsky : constituer un centre international indépendant à même d'étudier les processus pathologiques, les syndromes cliniques et d'élaborer des mesures efficaces de protection. Un centre ouvert aux scientifiques du monde entier, produisant des données accessibles à tous, et travaillant en toute indépendance.
- ♦ Et ce serait, pour tous ceux qui ont essayé de mettre fin à ces recherches, un terrible revers !

Pour constituer ce fonds, la CRIIRAD :

- a fait réaliser des **tee-shirts** avec le motif que vous trouverez sur les cartes ci-jointes (l'arrestation stylisée portant l'inscription « Libérez le Professeur Bandajevsky »). Sur chaque vente, 4 euros seront reversés. Si les 950 tee-shirts disponibles sont vendus, 3 800 euros seront ainsi récoltés, soit plus du quart du montant total à collecter.
- a lancé un **appel à don** (même très modique) que vous pouvez relayer autour de vous : 1 euro, c'est le prix d'un café, d'un journal. Parmi vos amis, il y a sûrement 1 ou 2 personnes prêtes à donner 1 euro pour que des recherches qui concernent tous les êtres humains puissent se poursuivre, pour qu'une personne qui a pris autant de risques pour que la vérité l'emporte ne soit pas abandonnée à son sort.
- a lancé un **appel à toutes les associations, médecins, personnalités**. Le réseau *Sortir du nucléaire* a ainsi décidé de verser 500 euros. L'appel vient juste d'être lancé et bien d'autres associations devraient suivre.

Tout sera transparent : une liste comportant les initiales du donateur (ou le nom de l'association ou de la personnalité), sa commune, le

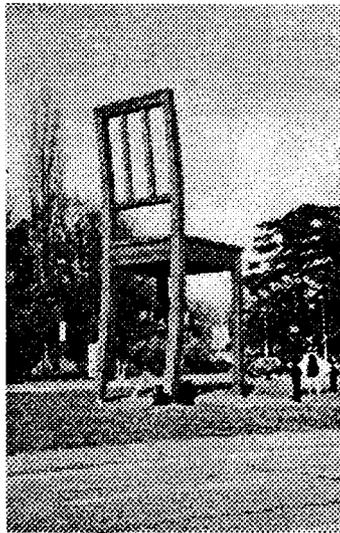
montant et la date du don sera tenue à jour sur internet. La liste sera le reflet d'une grande chaîne de solidarité contre le silence et l'injustice, pour dire à tous ceux qui veulent étouffer la voix du professeur Bandajevsky, que nous ne les laisserons pas faire.

3. En participant à la manifestation du 25 mai !

Appellent à ce grand rassemblement de très nombreuses associations, la CRIIRAD bien sûr, mais aussi **Amnesty international, Les Amis de la Terre, France Libertés, le Réseau « Sortir du Nucléaire, » Greenpeace, Contratom, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, l'association des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, l'association française des malades de la thyroïde...** et certainement bien que nous n'avons pas encore pu contacter.

Toutes ces associations se mobilisent en faveur du professeur Bandajevsky. Elles appellent à manifester ensemble pour montrer aux autorités biélorusses et à la communauté internationale (en particulier à l'ONU) notre détermination et exiger sa libération immédiate et inconditionnelle.

Si vous n'avez pas d'empêchement majeur, accompagnez-nous (nous organisons des bus) ou rejoignez-nous à Genève, à 14 heures, place des Nations (photo ci-contre).



**Il y a des combats qui en valent la peine.
Venez, vous aussi, apporter votre petite voix,
dire NON à l'arbitraire, au mensonge et à l'injustice.**

Aider Vassili Nesterenko et l'institut indépendant Belrad

Qui est le professeur Nesterenko ?

En 1986, Vassili Nesterenko était directeur de l'Institut de l'énergie nucléaire de l'Académie des Sciences de Minsk. Il s'est immédiatement rendu compte de la gravité de la situation et a téléphoné aux autorités biélorusses. « *C'est un grave accident. Selon mes calculs (j'avais déjà pu contacter un certain nombre de personnes à Moscou et obtenir des informations), le nuage radioactif avance vers vous. Vers la Biélorussie. Il faut immédiatement traiter à l'iode toute la population et évacuer ceux qui vivent à proximité de la centrale. Il faut évacuer les gens et le bétail dans un rayon de 100 kilomètres.* »¹.

On lui répond que tout est maîtrisé. Dès le 27 avril, il se rend dans la région de Gomel, à proximité de la frontière avec l'Ukraine. Alors qu'il mesure des niveaux de contamination extrêmement élevés qui imposent de prendre de toute urgence des mesures de protection (distribution d'iode stable, évacuation...), rien ne se passe : « *les gens travaillaient la terre, préparaient la fête de pâques, peignaient des œufs, faisaient des gâteaux.*

« *Quelle radiation ? De quoi s'agit-il ? Il n'y a eu aucun ordre. La direction demande des rapports sur l'avancement et le rythme des semailles.* ». On me prenait pour un fou. ». Les autorités lui reprochent alors ses efforts pour informer la population : « *Pourquoi les dosimétristes de votre institut courent partout en semant la panique ?* ». Malgré cela, il multiplie les efforts et les démarches pour accumuler les faits et convaincre les responsables.

« *Lorsqu'on a cessé de me répondre et de me recevoir, je les ai inondés de lettres et de rapports (...). Il fallait sauver les gens. Les évacuer d'urgence. Nous avons multiplié nos missions d'enquête. Notre Institut a dressé la première carte des régions contaminées... Tout le sud de la république.(...) L'institut s'est vu confisquer tous les appareils destinés au contrôle des radiations. On me téléphonait à la maison pour me menacer.* »

Menacé d'internement, de procès en corruption, harcelé, il est victime d'un infarctus et finit par perdre son poste. Au lieu de baisser les bras, il crée, avec l'aide de Sakharov et du joueur d'échec Karpov, Belrad, un institut indépendant dédié à la radioprotection.

Depuis 1990, Belrad effectue un travail irremplaçable pour contrôler le niveau de contamination de la chaîne alimentaire. Des centres de contrôle radiologique ont été mis en place dans les écoles et les dispensaires des 370 plus importants villages des régions les plus contaminées. Faute d'argent, ils ne sont plus que 83 en fonctionnement ... alors qu'il en faudrait 500 !

Depuis 1995, grâce aux anthropogammètres mis au point par l'Institut d'écologie humaine de l'Ukraine, Belrad peut également mesurer la quantité de radionucléides émetteurs gamma présente dans l'organisme des habitants des zones contaminées. Le détecteur est intégré à un fauteuil ce qui permet la réalisation de mesures non traumatisantes pour les enfants. Ces appareils ont été installés dans des minibus, ce qui permet aux équipes de Belrad de se rendre dans les villages les plus reculés, là où, souvent, les problèmes sont les plus aigus. Environ 100 000 enfants ont bénéficié de ces contrôles.

Venu en France fin mars, à l'invitation de la CRIIRAD, le professeur Nesterenko a dressé un tableau alarmant de la situation des enfants biélorusses. Ce bilan est en complète opposition avec celui que l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) - qui regroupe désormais l'OPRI et l'IPSN - a présenté aux media le 10 avril dernier. Lorsqu'on compare les « informations » données par les services officiels français aux bilans chiffrés et référencés que nous a communiqué le professeur Nesterenko, on comprend combien il est décisif pour le lobby nucléaire de faire disparaître les chercheurs indépendants.

En solidarité avec Vassili Nesterenko et l'institut Belrad, la CRIIRAD a décidé :

1. de mettre en place des partenariats scientifiques entre son laboratoire et ceux de BELRAD.
2. de trouver le financement nécessaire pour que le rapport trimestriel établi par l'Institut Belrad continu d'être édité. Cette information, qui n'a pas d'équivalent, ne doit pas se perdre !
3. de mobiliser l'opinion publique pour aider les enfants qui vivent dans les zones contaminées afin qu'ils puissent bénéficier de cures de pectine. Nous avons joint à cet envoi un dossier d'information que vous pourrez utiliser ou transmettre à votre municipalité, votre médecin, un ami fortuné... toutes les aides seront les bienvenues. Le projet Tchetchersk doit permettre à 2 500 enfants de recevoir 1 cure de pectine. La CRIIRAD a déjà lancé le projet « 170 parrains pour les 170 enfants de Valavsk » 88 parrainages ont déjà été trouvés qui financent pour chaque enfant, 4 cures de pectine. Un sincère merci à tous ceux qui ont participé et, tout spécialement, à Thierry Meyer et à son association Les enfants de Tchernobyl (parrainage de 30 enfants) ainsi qu'à Que Choisir Ile de France (6 enfants).

¹ Extrait de « *La supplication. Tchernobyl, chroniques du monde après l'apocalypse.* » de Svetlana Alexievitch, éditions JC Lattès.